

LA BATAILLE QUI SE PRÉPARE DOIT ÊTRE LIVRÉE À L'ÉCHELON DE L'USINE PAR LES OUVRIERS ET LES CADRES SYNDICAUX D'ENTREPRISE...

Tout a commencé par les quatre semaines de congé «*octroyées*» chez Renault. On a écrit de droite à gauche et même au-delà, pas mal de bêtises sur ces quatre semaines. En vérité le «*coup*» fut manigancé par une frange U.N.R. avide de faire du social et qui a trouvé un appui dans le directeur technocrate qui dirige cette firme et qui comme ses semblables s'est empressé de faire des genuflexions aux puissants du jour, en l'occurrence le parti qui venait de triompher aux élections. Sous ce coup de Jarnac, les patrons on réagi avec violence et cette réaction des hommes de la rue Pierre 1^{er} de Serbie, encouragés par le gouvernement lui-même mécontent d'une initiative qui le plaçait devant le fait accompli, s'est étendu bien au-delà des quatre semaines. Bien sûr, les grandes firmes d'automobiles ont cédé ou céderont devant l'exemple donné par la Régie, mais par contre, les autres revendications des travailleurs vont retrouver contre elles le front uni du patronat des directeurs du secteur nationalisé, en passant par ces régimes bâtards qui, comme les ASSEDICS ou la Sécurité Sociale ne laissent aux travailleurs et à leurs représentants que le privilège de «*toucher les écrouelles*».

Contre cette volonté bien arrêtée de faire barrage aux revendications, les organisations syndicales réalisent un peu partout l'unité d'action et cette unité d'action est à la fois l'arme décisive dans la lutte et un échec à ceux qui pour des fins politiques invouables entretiennent le morcellement syndical. Unité d'action des métallurgistes pour les quatre semaines et les quarante heures. Unité d'action des mines qui préparent la grève générale. Unité d'action du gaz et de l'électricité, qui sont décidés à rattraper un retard qui s'échelonne sur plusieurs années. Dans leur lutte les travailleurs se heurtent au front unique que constituent le C.N.P.F. et l'État-patron armés du quatrième plan, car, de nouveau les travailleurs se voient aux prises avec ce système de réorganisation de l'État capitaliste auquel les organisations syndicales ont accepté de collaborer et les travailleurs peuvent aujourd'hui constater que nous avons raison, nous, les minoritaires de F.O., lorsqu'au dernier Congrès nous réclamions le départ immédiat de notre Confédération de ce plan de sauvegarde des intérêts du régime capitaliste. Un tiers seulement du congrès nous suivit, mais maintenant les yeux se sont ouverts ou vont s'ouvrir et dans les batailles qui demain se déclencheront, les travailleurs devront ajouter à leurs revendications contre les patrons une autre revendication contre leurs propres dirigeants: le départ immédiat de la *Commission du plan*.

Car des batailles vont se déclencher. Bien sur, la décision reste dans les mains de l'appareil syndical, sur lequel les travailleurs n'ont pas de prises même s'ils sont syndiqués, mais la hausse continue des prix et le raidissement du C.N.P.F. et du gouvernement rendent les mouvements sociaux inévitables. Les ouvriers ne doivent pas oublier que si dans le déclenchement des luttes ils sont tributaires des appareils syndicaux, lorsque ces luttes sont engagées alors, tout dépend d'eux et exclusivement d'eux. C'est dans les luttes et surtout lorsqu'elles prennent un caractère violent que les revendications se modifient; quels que soient au départ les motifs de l'action, aussitôt la lutte engagée, deux revendications doivent immédiatement prendre le pas sur les autres: les quarante heures sans diminution de salaires, la réduction de la hiérarchie. Pour mener à bien ces luttes ils doivent former avec les syndicats, des comités d'usine et la reprise du travail ne doit s'effectuer qu'avec la garantie que les jours de grève seront payés. Déjà s'amorcent des mouvements de solidarité et les mineurs font appel aux cheminots et aux dockers. En vérité, c'est à l'échelle de la Commune, du Canton, de la Sous-préfecture et de la Préfecture que la solidarité doit jouer non seulement à travers sa profession, mais avec un caractère intersyndical. Les luttes des travailleurs de l'industrie et du secteur nationalisé doivent être communes et c'est à l'échelon syndical, l'échelon noble, l'échelon majeur du mouvement ouvrier que les grèves de solidarité doivent être organisées au besoin contre l'avis des Fédérations et des Confédérations, échelon de la bureaucratie et frein traditionnel du mouvement ouvrier.

Programme modeste, diront les durs qui militent dans les arrière-salles des cafés, mais programme qui

suffirait, s'il était appliqué à changer la gueule du mouvement syndical. Programme qui ne dépend pas des bonzes, qui peut se réaliser sans eux, contre eux! La parole est aux travailleurs et aux responsables syndicaux qui luttent avec eux dans, l'entreprise.

Maurice JOYEUX
(Montluc).
